

Déclaration de l'intersyndicale USAP-CGT, FO, CFTC, SUD SANTE de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris

L'intersyndicale de l'AP-HP (USAP-CGT, FO, CFTC, SUD SANTE) se félicite :

- de l'appel à la grève nationale le 14 mai 2009 des fédérations syndicales CGT, FO, CFTC, SUD SANTE, CFE-CGC , en convergence avec les syndicats de médecins hospitaliers, internes, libéraux, psychiatres, ...
- du succès de la manifestation qui a rassemblé 14 000 personnels hospitaliers et médecins le 14 mai à Paris et au niveau national (1000 à Marseille, 600 à Lyon, 600 à Rennes, 200 à Nice,..) et 25000 sur tout le territoire national.

L'intersyndicale de l'AP-HP constate que de toute part, l'opposition à la loi Bachelot s'amplifie.

Ainsi, la Confédération Syndicale des Médecins Français a apporté son soutien aux soignants hospitaliers qui manifestaient à Paris et dans toute la France. Elle a appelé l'ensemble des libéraux de santé à la grève le 14 mai pour manifester leur opposition au projet de loi Bachelot par différents moyens (pétitions auprès de leurs patients, diffusion d'affiches,...). Elle exige la levée de la procédure d'urgence.

Etaient également présents dans la manifestation à Paris les employés de la Sécurité sociale à l'appel de leurs fédérations CGT et FO « Pour le retrait de la loi Bachelot, Non aux Agences Régionales de Santé ».

C'est un fait ; c'est maintenant toute la santé, l'ensemble des professionnels et de leurs syndicats, qui demandent que cette loi soit « suspendue, reportée, ajournée, retirée » et que la procédure d'urgence soit levée.

Ce rejet va au-delà du monde de la santé. Un récent sondage indique que 74% des Français jugent que les personnels hospitaliers ont raison de s'opposer à la loi « Hôpital, Patients, Santé et Territoires » car elle risque de privilégier la logique comptable au détriment de la logique de santé. (Sondage BVA-Les Echos-France Info des 5 et 6 mai)

Le président UMP de l'Assemblée nationale Bernard Accoyer à sa demande, a rencontré mercredi le président Nicolas Sarkozy et le premier ministre François Fillon. Alors qu'il avait indiqué, mercredi, avoir obtenu gain de cause sur la levée de la procédure d'urgence. **Le gouvernement dans une dépêche du 14 mai à 15H43 a indiqué qu'il n'y aurait pas de nouvelle lecture à l'assemblée nationale car cela entraînerait un report de l'adoption définitive du projet de loi à l'automne.**

Le 14 mai, Matignon et Mme Bachelot n'ont pas voulu recevoir une délégation commune des médecins et des personnels alors que des milliers de personnes manifestaient à Paris et dans toute la France. Ils démontrent une fois encore leur mépris vis-à-vis des professionnels de santé et de leurs syndicats.

La loi HPST fait l'unanimité contre elle : en maintenant sa position et en refusant d'écouter les professionnels, les usagers qui lui demandent de reporter sa loi, le gouvernement entend poursuivre dans le chaos sa remise en cause du droit à la santé et de l'hospitalisation publique.

Nous tenons à rappeler qu'avec la loi HPSI , le gouvernement veut s'attaquer à la Sécurité sociale et régionaliser notre système de santé avec la mise en place des ARS qui auront les pleins pouvoir pour répartir l'enveloppe budgétaire régionale () et la répartition des activités entre le secteur public et privé.

Le 11 mai, le gouvernement vient de passer en force en mettant le Directeur général de l'AP-HP et par là même le Conseil d'Administration sous la tutelle d'un administrateur civil directement issu du cabinet de Madame Bachelot. C'est un coup supplémentaire que le gouvernement vient de porter à l'AP-HP et à son Statut particulier avec cette désignation et ce, en passant outre à toute légalité institutionnelle, en ne respectant pas ses propres procédures et avant même l'adoption de la loi et de l'amendement N°868.

Il s'agit avec cette loi d'une diminution de l'offre de soins et d'un plan social sans précédent reposant sur des suppressions de postes. La Fédération Hospitalière de France (FHF), présidée par M. Claude Evin, a calculé que pour remettre l'ensemble des hôpitaux français à l'équilibre, 50 000 suppressions de postes dans la Fonction Publique Hospitalière sont nécessaires.

Après le 2 octobre 2008, le 9 décembre 2008, le 12 février 2009, le 5 mars 2009; le 28 avril le 14 mai 2009 la démonstration a été faite par tous de la mobilisation contre le projet de loi HPST.

« médecins et personnels hospitaliers, l'ensemble des fédérations de personnels (sauf la CFDT), l'ensemble des syndicats de médecins hospitaliers y compris des organisations syndicales de cadres hospitaliers et de médecins libéraux » et ce, malgré une campagne de désinformation relayée par M. Davant de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF).

Après la journée de grève du 14 mai, à l'appel des fédérations de personnels et des syndicats de médecins, qui a été un immense succès scellant l'unité des médecins et des personnels, les confédérations (celles qui se sont prononcées sous diverses formes contre la loi Bachelot) ne devraient-elles pas mettre tout leur poids dans la balance et s'adresser solennellement au gouvernement pour qu'il entende la voix venue de toute la communauté hospitalière.

L'intersyndicale de l'AP-HP appelle à la tenue d'Assemblées Générales communes « médecins-personnels » dans tous les établissements de l'AP-HP, pour le retrait, le report de la loi Bachelot et de l'amendement N°868, pour le maintien de l'unicité de l'AP-HP, contre le budget 2009 et les suppressions de postes. Elle appelle l'ensemble des unités à **établir service par service, hôpital par hôpital, les besoins en personnels de toutes catégories médicales et non médicales nécessaires à la prise en charge des patients et au bon fonctionnement des services.**

Paris, le 15 mai 2009